

LA 1ÈRE MANDATURE PARLEMENTAIRE EN CHIFFRES

NOVEMBRE 2014 – AOUT 2019



AVANT-PROPOS

Convaincue de la place centrale qu'occupe l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) dans le régime politique tunisien et de son rôle fondamental dans l'application de la Constitution et dans la mise en place des piliers de la démocratie, Al Bawsala vous présente son rapport sur la première mandature parlementaire de la 11ème République.

À travers ce rapport, Al Bawsala donne son évaluation des travaux de l'ARP et du rendement des élu•e•s, sur la base de son observation quotidienne du Parlement durant les cinq sessions parlementaires (Décembre 2014-Aout 2019).

Ce rapport comporte des visuels répartis sur trois chapitres :

Le premier chapitre présente la composition du Parlement avec des données quantitatives permettant de mieux connaître l'institution parlementaire.

Le deuxième chapitre illustre les principales observations et conclusions d'Al Bawsala sur le rendement de l'ARP dans ses différents rôles (rôle législatif, rôle électif, rôle de contrôle, et rôle représentatif).

A la lumière de ces conclusions et observations, Al Bawsala propose dans le troisième et dernier chapitre de ce rapport une série de recommandations à l'attention du prochain parlement.

En annexe de ce rapport, Al Bawsala met à la disposition du public un site web contenant des fiches d'évaluation de toute•s les élu•e•s. Chaque fiche comporte un ensemble d'indicateurs quantitatifs permettant aux lecteur•rice•s d'évaluer les député•e•s, avec la possibilité de filtrer les recherches par circonscription électorale ou par bloc, ou de cibler les élu•e•s qui se représentent de nouveau aux élections législatives de 2019.

Ces différentes données sont le résultat de notre observation quotidienne des travaux de l'ARP, en plénière ou en commissions. Et comme tout travail humain comporte une marge d'erreur, nous avons vérifié nos données en les croisant avec celles publiées par l'ARP, et en particulier les listes de présence en plénière et en commission ainsi que les résultats de votes. Toutefois, les données que fournit le site officiel de l'ARP restent incomplètes. L'ARP ne publie pas, par exemple, toutes les questions écrites que les élu•e•s adressent aux membres du gouvernement, mais uniquement celles qui reçoivent des réponses. Celles-ci n'ont donc pas été considérées comme indicateur d'évaluation du rendement des élu•e•s dans leur rôle de contrôle.

Enfin, ce rapport sur la mandature parlementaire est exclusivement composé de visuels et d'infographies, et est rédigé en arabe dialectal (pour la version arabe de ce rapport), afin d'en faciliter l'accès à un large public.

Bonne lecture !

Pour plus d'informations sur les élu•e•s, l'Assemblée et les projets de lois, visitez le site web de Marsad Majles : <https://majles.marsad.tn/2014>

**QUI
EST
L'ARP** ?



L'ARP EN CHIFFRES



24
Député·e·s sortant·e·s
remplacé·e·s au
cours du mandat



241
Nombre total de
député·e·s ayant siégé



217
Nombre de
député·e·s



52 ANS
Moyenne d'âge



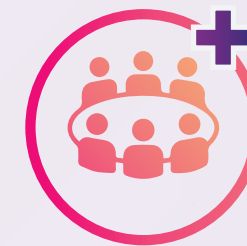
35,3 %
Pourcentage des femmes



87
Député·e·s ayant
changé de bloc



4
Blocs dissous



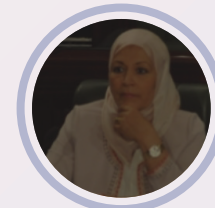
12
Blocs créés

QUI SONT LES DÉPUTÉ·E·S QUI ONT QUITTÉ L'ARP ?

2 DÉCÉDÉ·E·S



Abada Kefi
13/07/2018



Faten Oueslati
11/05/2017

17 DEVENU·E·S MINISTRES OU SECRÉTAIRES D'ÉTAT



Sayida Ounissi
01/09/2016



Zied Laadhari
20/02/2015



Abderraouf Cherif
12/11/2018



Hatem Ferjani
11/09/2017



Said Aidi
20/02/2015



M. Lazhar Akremi
20/02/2015



Khaled Chouket
12/01/2016



Salma Elloumi
20/02/2015



Touhami Abdouli
20/02/2015



Mehdi Ben Gharbia
05/09/2016



Iyad Dahmani
15/09/2016



Mohsen Hssan
12/01/2016



Riadh Mouakhar
05/09/2016



Noomane Fehri
20/02/2015



Yassine Brahim
20/02/2015



Boutheina B. Yaghlani
20/02/2015



Basma Jebali
20/02/2015

DEVENU DIRECTEUR DE LA MAISON DE TUNISIE À PARIS



Taher Battikh
18/10/2017

DEVENUE PDG DE LA TUNISIAN FOREIGN BANK



Hayet Kebaier
20/10/2015

DEVENU PRÉSIDENT DE L'AGENCE ARABE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE



Salem Hamdi
16/02/2017

DEVENU FONCTIONNAIRE À L'ARP



Hamdi Guezguez
22/07/2015

DEVENU MEMBRE DE CONSEIL MUNICIPAL



Mohamed Kamel Hamzaoui
27/07/2018

LES DÉPUTÉS (HOMMES) SONT PLUS ÂGÉS QUE LES DÉPUTÉES (FEMMES)

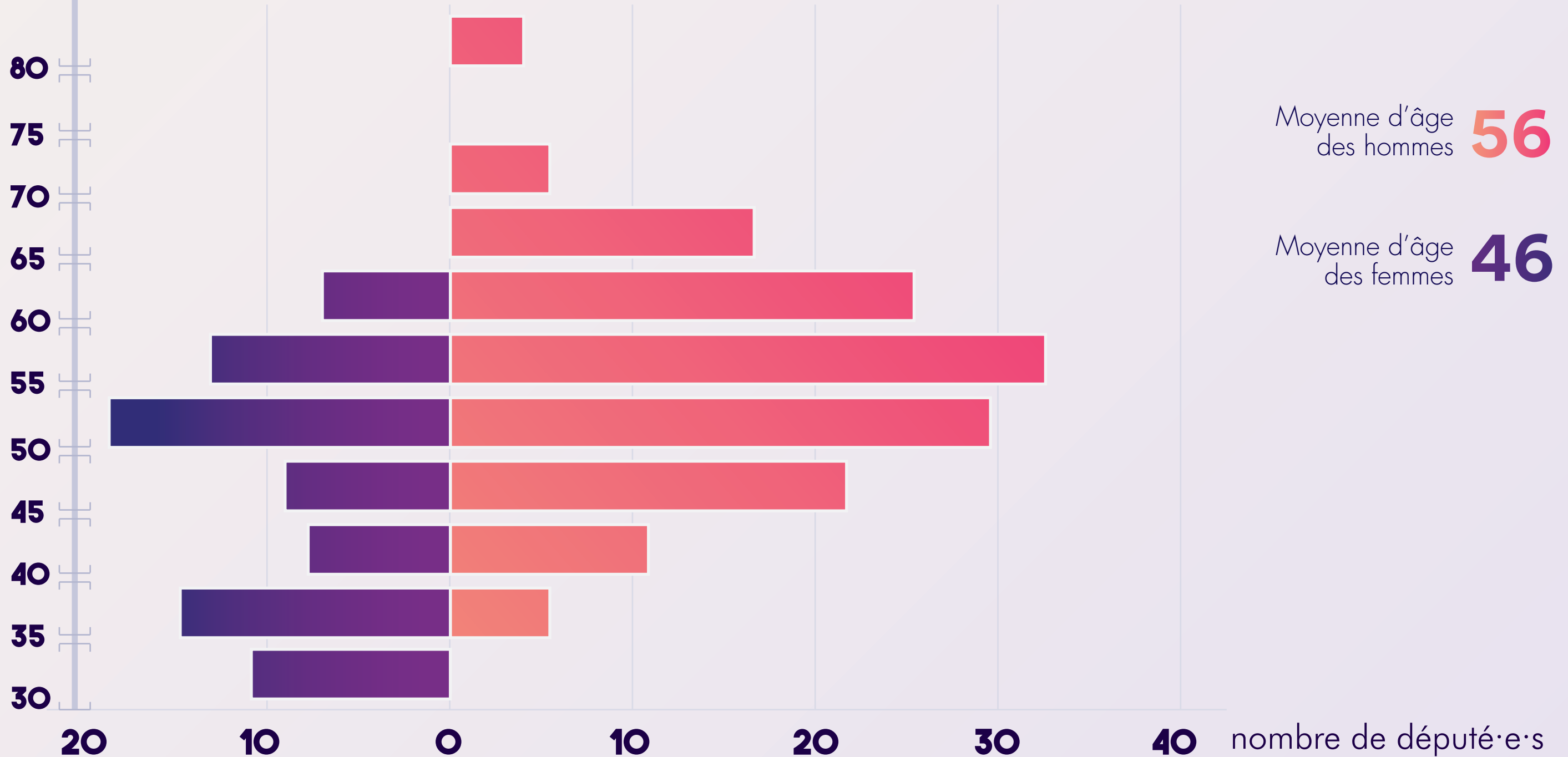


FEMMES



HOMMES

Tranche
d'âge



QUEL EST LE POURCENTAGE DES FEMMES ET DES HOMMES PARMIS LES DÉPUTÉS À L'ARD ?

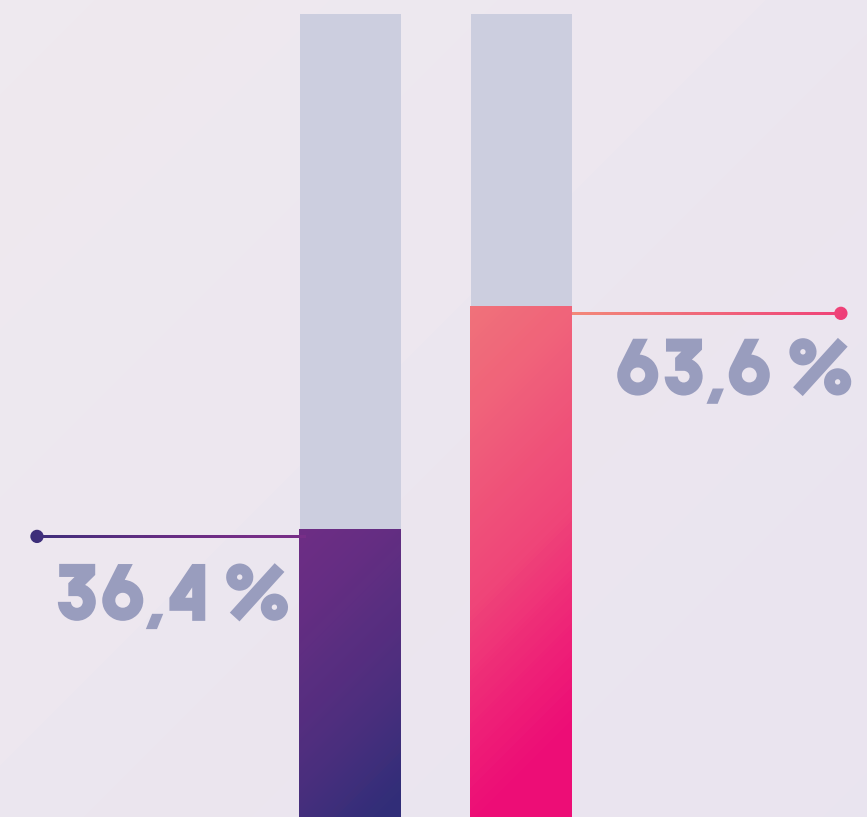
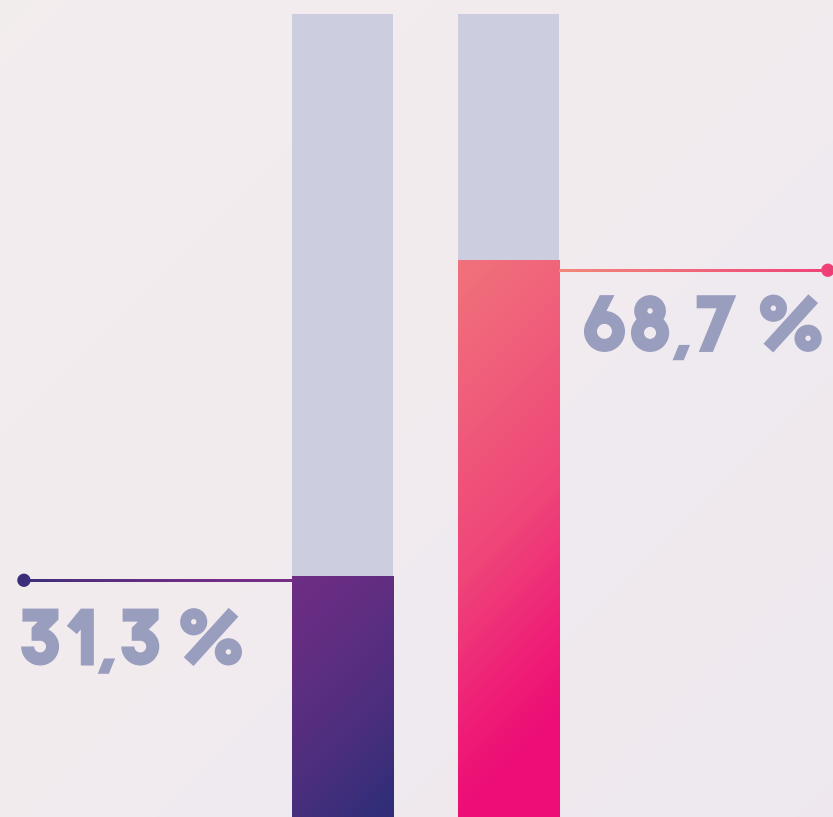
85



156

Au début du mandat

A la fin du mandat



HOMMES ●

FEMMES ●

COMBIEN DE DÉPUTÉES ONT PRÉSIDÉ UNE COMMISSION PERMANENTE DURANT LE MANDAT ?

	1ÈRE SESSION	2ÈME SESSION	3ÈME SESSION	4ÈME SESSION	5ÈME SESSION
Commission de la législation générale					
Commission des droits et libertés et des relations extérieures	 Bochra BelhajHmida				 Latifa Habachi
Commission des finances de la planification et du développement					
Commission de l'agriculture, de la sécurité alimentaire, du commerce et les services liés					
Commission de l'industrie, de l'énergie des ressources naturelles, de l'infrastructure et de l'environnement					
Commission de la santé et des affaires sociales	 Mbarka Aouanya	 Mbarka Aouanya			
Commission de la jeunesse, des affaires culturelles, de l'éducation et de la recherche scientifique					
Commission de l'organisation de l'administration et des affaires des forces armées					 Asma Bou Elhana
Commission du règlement intérieur de l'immunité, des lois parlementaires et des lois électorales	 Kalthoum Badr Edin				

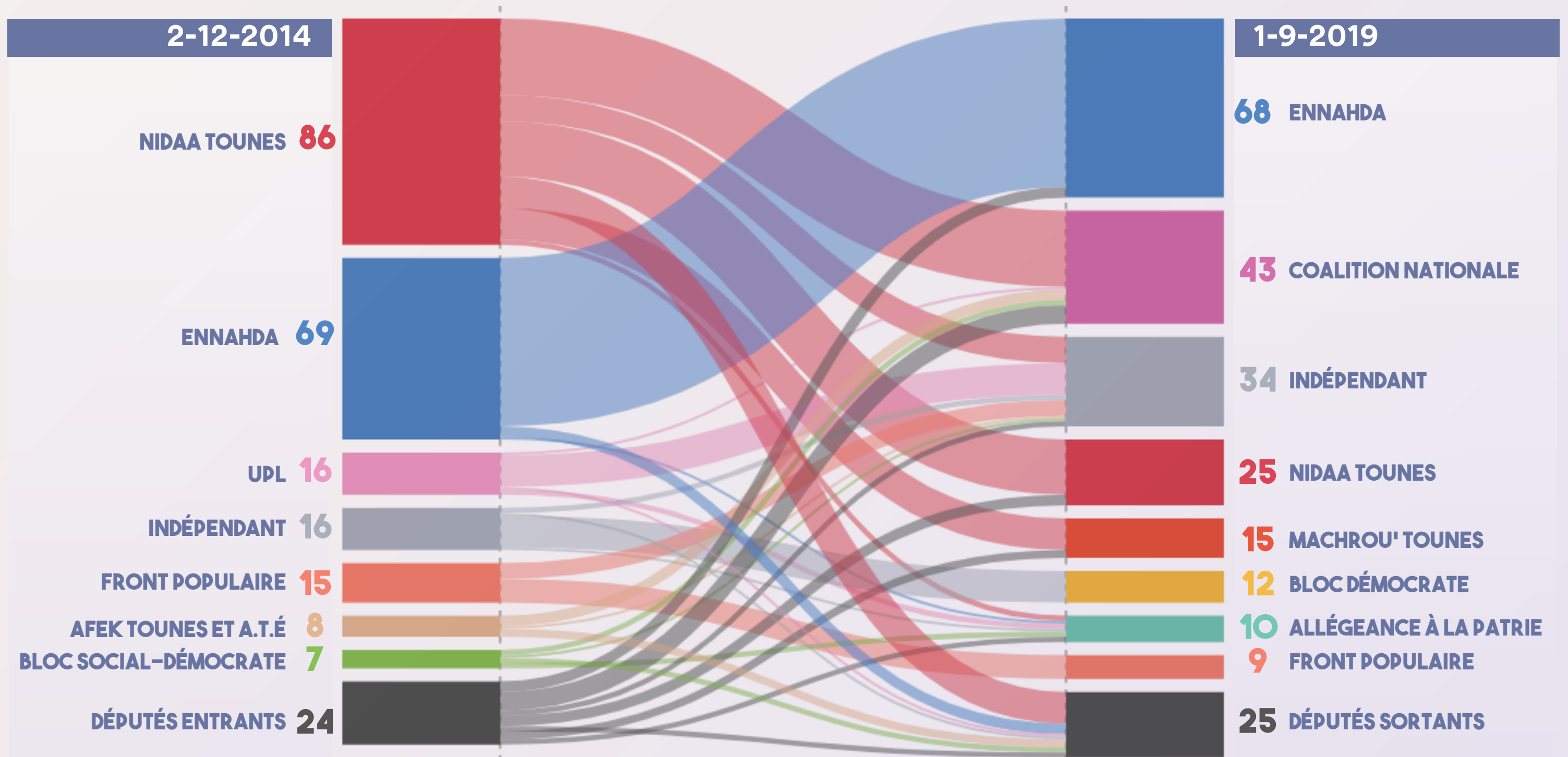
COMBIEN DE DÉPUTÉES ONT PRÉSIDÉ UNE COMMISSION SPÉCIALE DURANT LE MANDAT ?

1ÈRE SESSION 2ÈME SESSION 3ÈME SESSION 4ÈME SESSION 5ÈME SESSION


Commission	1ÈRE SESSION	2ÈME SESSION	3ÈME SESSION	4ÈME SESSION	5ÈME SESSION
Commission de la sécurité et de la défense					
Commission de la réforme administrative, de la bonne gouvernance, de la lutte contre la corruption et du contrôle de gestion des deniers publics					
Com. du développement régional					
Commission des martyrs et blessés de la révolution, de l'application de la loi de l'amnistie générale et de la justice transitionnelle					
Com. des affaires des personnes ayant un handicap et des catégories précaires					
Commission des affaires de la femme, de la famille, de l'enfance de la jeunesse et des personnes âgées					
Com. des affaires des tunisiens à l'étranger					



MERCATO DES BLOCS PARLEMENTAIRES



QUELQUES DÉTAILS DU MERCATO

 **87** DÉPUTÉ·E·S
député·e·s ont
changé de bloc

DONT

 **53** DÉPUTÉ·E·S
Député·e·s du
bloc Nidaa Tounes

LES DEPUTÉ.E.S QUI ONT LE PLUS CHANGÉ DE BLOCS



Youssef Jomini

UPL ▶ Nidaa Tounes ▶ UPL ▶ Coalition nationale
Nidaa Tounes ▶ Non appartenu ▶ Nidaa Tounes



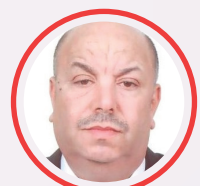
Ali Belakhoua

UPL ▶ Nidaa Tounes ▶ UPL ▶ Coalition nationale
Nidaa Tounes ▶ Non appartenu ▶ Nidaa Tounes



Dorra Yaacoubi

UPL ▶ Coalition nationale ▶ Nidaa Tounes
Non appartenu ▶ Nidaa Tounes ▶ Non appartenu



Ridha Zghondi


UPL ▶ Nidaa Tounes ▶ Coalition nationale
Nidaa Tounes ▶ Non appartenu



Abdelkader
Ben Dhifallah

UPL ▶ Coalition nationale ▶ Nidaa Tounes
Non appartenu ▶ Nidaa Tounes ▶

**QU'A
FAIT L'ARP
DURANT
CES 5
DERNIÈRES
ANNÉES**





L'ARP A MARGINALISÉ LES PROPOSITIONS DE SES ÉLU·E·S...

L'ARP
N'A
ADOPTÉ
QUE

9 PROPOSITIONS
DE LOI

VENANT
DE
DÉPUTÉ.E.S



DONT

Deux propositions de lois
sur les sondages

Une proposition de loi
sur l'état d'urgence

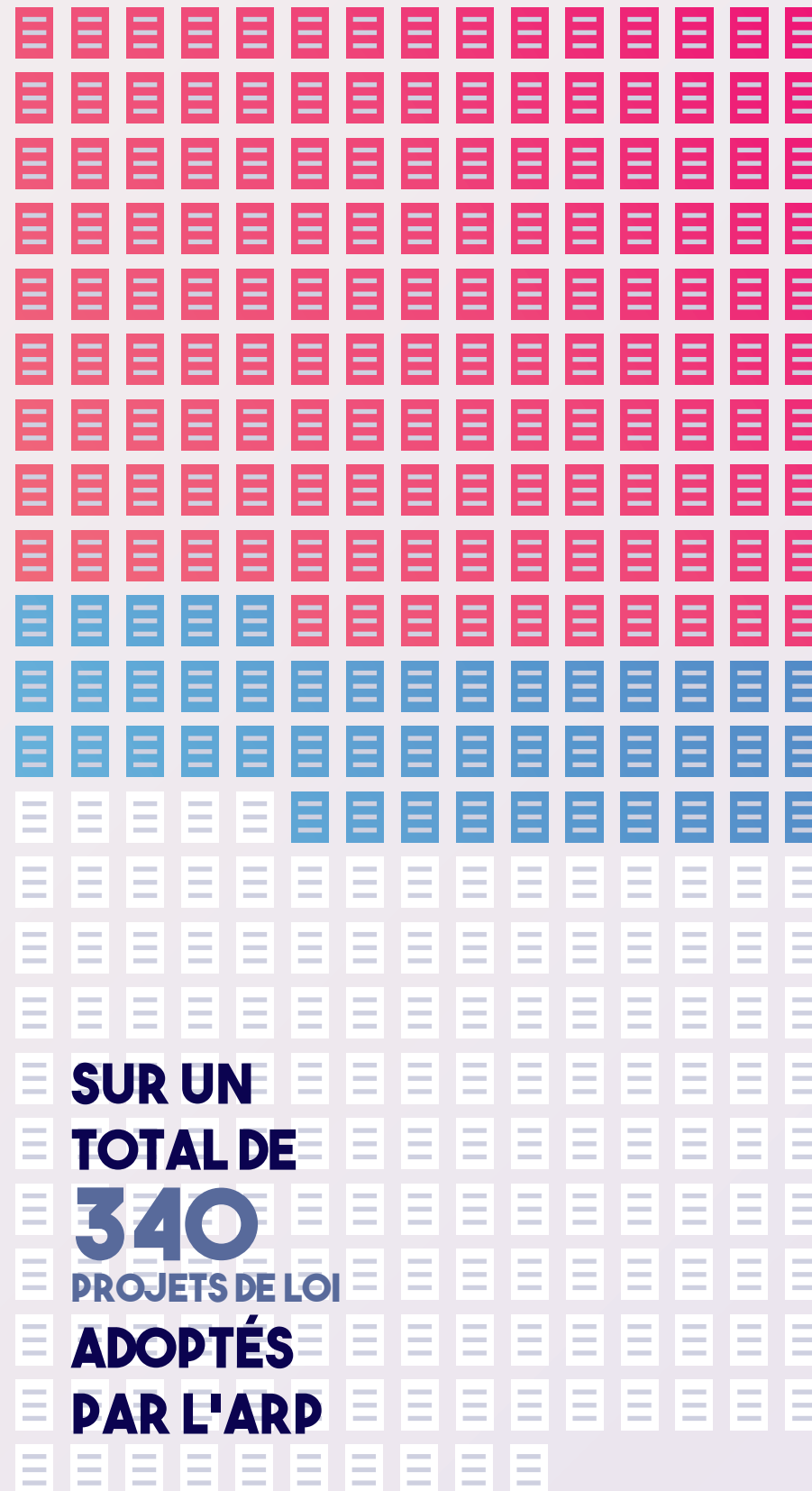
Une proposition de code
de libertés individuelles



MAIS A DONNÉ LA PART DU LION AUX ACCORDS DE PRÊTS

17 %

d'approbation
d'autres accords
internationaux



43 %

d'approbation
d'accords de
prêts

L'ABSENCE DES ÉLU·E·S A ÉTÉ CATASTROPHIQUE POUR L'IMAGE DE L'ARP ET A EU UN FORT IMPACT SUR SON RENDEMENT



● Taux de présence en plénière

● Taux de présence en commission permanentes

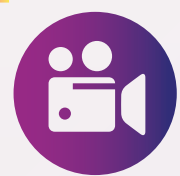
● Taux de présence en commission spéciale

ECHEC CUISANT DE L'ARP DANS LA MISE EN PLACE DES INSTANCES CONSTITUTIONNELLES...

n'ont pas été faites



ISIE



Instance de la communication
audio-visuelle



Instance des droits de l'Homme



Instance du développement
et des droits des générations
futures



Instance de la bonne gouvernance
et de la lutte contre la corruption

ADOPTION DU PROJET DE LOI



DEPUIS 2012



ELECTION DES MEMBRES



RENOUVELLEMENT
PARTIEL
ET ÉLECTION
DU PRÉSIDENT



...MAIS LE PLUS GRAND ÉCHEC RESTE LA COUR CONSTITUTIONNELLE

22 NOVEMBRE 2015



Délai constitutionnel pour la mise en place de la cour constitutionnelle

1



Seule candidate sur 4 a été élue

3



Appels à candidature pour les blocs parlementaires

184 JOURS



Temps écoulé pour le tri des candidatures

8



Plénières électorales pour les membres de la cour constitutionnelle se sont soldées par un échec

168



Moyenne des député.e.s prenant part à l'élection des membres de la cour constitutionnelle

CLASSEMENT DES BLOCS PARLEMENTAIRES SELON LE NOMBRE DE QUESTIONS ORALES ADRESSÉES AU GOUVERNEMENT

	1ÈRE SESSION	2ÈME SESSION	3ÈME SESSION	4ÈME SESSION	5ÈME SESSION	TOTAL	MOYENNE
Bloc démocrate			59	38	49	146	4.1
Bloc Social-Démocrate	2	17				19	1
Front Populaire	0	9	16	17	15	57	0.8
Coalition Nationale					24	24	0.5
Bloc Ennahdha	6	19	44	31	39	139	0.4
Nidaa Tounes	1	10	24	11	16	62	0.3
Afek Tounes	0	1	3	5		9	0.25
Bloc Al Horra		7	9	4	1	21	0.2
UPL	0	0	5	2		7	0.15
Bloc National			1			1	0.1
Allégeance à la patrie				1	0	1	0.05



IL Y'A EU 32 MOIS SANS SÉANCES DE DIALOGUE AVEC LE GOUVERNEMENT LORS DE CE MANDAT

1ère session parlementaire

FEVRIER 2015 MARS 2015 AVRIL 2015 MAI 2015 JUIN 2015 JUILLET 2015 AOUT 2015 SEPTEMBRE 2015



VOTE DE CONFIANCE POUR LE GOUVERNEMENT HABIB ESSID

Situation générale du pays

Evaluation des 100 premiers jours du gouvernement

Etat d'urgence et situation sécuritaire du pays

2ème session parlementaire

MARS 2016 FEVRIER 2016 JANVIER 2016 DECEMBRE 2015 NOVEMBRE 2015 OCTOBRE 2015

Mouvements sociaux à El Kasserine

Attentat contre un bus de la garde présidentielle

AVRIL 2016 MAI 2016 JUIN 2016 JUILLET 2016 AOUT 2016 SEPTEMBRE 2016

Affaire des assassinats de Brahmi et Belaid

Situation sécuritaire du pays et lutte contre la corruption

VOTE DE CONFIANCE POUR LE GOUVERNEMENT YOUSSEF CHAHED



MAI 2017 AVRIL 2017 MARS 2017 FEVRIER 2017 JANVIER 2017 DECEMBRE 2016 NOVEMBRE 2016 OCTOBRE 2016

Séance avec les ministres de l'intérieur et de la justice autour de l'assassinat de Mohamed Zouari

3ème session parlementaire

JUIN 2017 JUILLET 2017 AOUT 2017 SEPTEMBRE 2017 OCTOBRE 2017 NOVEMBRE 2017 DECEMBRE 2017 JANVIER 2018

Plan national contre la corruption

4ème session parlementaire

SEPTEMBRE 2018 AOUT 2018 JUILLET 2018 JUIN 2018 MAI 2018 AVRIL 2018 MARS 2018 FEVRIER 2018

Ministère de la jeunesse et des sports

Situation générale du pays

Ministère de l'éducation supérieure

5ème session parlementaire

OCTOBRE 2018 NOVEMBRE 2018 DECEMBRE 2018 JANVIER 2019 FEVRIER 2019 MARS 2019 AVRIL 2019 MAI 2019

Ministres de l'intérieur et de la justice autour de l'affaire de "l'appareil secret"

Une partie des membres du gouvernement autour de "l'école coranique de Rgueb"

Ministres des finances et de la justice sur le dossier des biens confisqués

Chef du gouvernement autour du scandale des bébés morts à l'hôpital Rabta
Une séance de dialogue a été programmée mais n'a jamais été tenue

JUILLET 2019 JUIN 2019

● Une/des séances de dialogue ont été organisées

● Aucune séance de dialogue n'a été organisée

L'article 49 de l'ARP énonce que le parlement consacre une séance de dialogue avec les membres du gouvernement au moins **une fois par mois**

AUCUNE DES 6 COMMISSIONS D'INVESTIGATION N'EST ARRIVÉE À UN RÉSULTAT

COMMISSION D'INVESTIGATION SUR LE CLASSEMENT DE LA TUNISIE EN TANT QUE PARADIS FISCAL

Votée en janvier 2018

4 réunions de commission

✗ La commission n'a pas présenté son rapport

Présidence de la commission:



Ahmed Ben Salem
Avril 2018 - fin du mandat

COMMISSION D'INVESTIGATION CONCERNANT LES RÉSEAUX IMPLIQUÉS DANS L'ENVOI DES JEUNES TUNISIENS VERS LES ZONES DE COMBAT

Votée en janvier 2017

20 réunions de commission

✗ La commission n'a pas présenté son rapport



Hela Omrane
Juillet 2017
fin du mandat



Leila Chetaoui
Mars
Juillet 2017

COMMISSION D'INVESTIGATION SUR LES "PANAMA PAPERS"

Votée en avril 2016

5 réunions de commission

✗ La commission n'a pas présenté son rapport

Présidence de la commission:



Ahmed Saidi
Avril 2016 - fin du mandat

COMMISSION D'INVESTIGATION SUR LE DÉFICIT DE LA BALANCE COMMERCIALE

Votée en
janvier 2019



Son bureau n'a pas été mis en place

COMMISSION D'INVESTIGATION SUR LA GESTION DES DÉCHÈTS DANGEREUX

Votée en
avril 2016



Son bureau n'a pas été mis en place

COMMISSION D'INVESTIGATION SUR LA SITUATION DANS LE GOUVERNORAT DE NABEUL APRÈS LES INONDATIONS

Votée en
septembre 2018



Son bureau n'a pas été mis en place



LES ÉLU.E.S SONT CENSÉ.E.S RETOURNER UNE FOIS PAR MOIS À LEURS RÉGIONS, MAIS...

1ère session parlementaire

FEVRIER 2015 | MARS 2015 | AVRIL 2015 | MAI 2015 | JUN 2015 | JUILLET 2015 | AOUT 2015 | SEPTEMBRE 2015

L'article 43 du règlement intérieur de l'ARP énonce qu'au moins une semaine des régions par mois est organisée et que le bureau du parlement doit fournir aux député.e.s les moyens logistiques et financiers nécessaires à leurs déplacements.

MARS 2016 | FEVRIER 2016 | JANVIER 2016 | DECEMBRE 2015 | NOVEMBRE 2015 | OCTOBRE 2015

Vacances d'hiver

2ème session parlementaire

AVRIL 2016 | MAI 2016 | JUIN 2016 | JUILLET 2016 | AOUT 2016 | SEPTEMBRE 2016

Aid El-Fitr

MAI 2017 | AVRIL 2017 | MARS 2017 | FEVRIER 2017 | JANVIER 2017 | DECEMBRE 2016 | NOVEMBRE 2016 | OCTOBRE 2016

Fête du travail

Vacances d'hiver

3ème session parlementaire

JUIN 2017 | JUILLET 2017 | AOUT 2017 | SEPTEMBRE 2017 | OCTOBRE 2017 | NOVEMBRE 2017 | DECEMBRE 2017 | JANVIER 2018

Aid El-Fitr

4ème session parlementaire

Après l'adoption de la loi de finance

SEPTEMBRE 2018 | AOUT 2018 | JUILLET 2018 | JUIN 2018 | MAI 2018 | AVRIL 2018 | MARS 2018 | FEVRIER 2018

Aid El-Fitr

OCTOBRE 2018 | NOVEMBRE 2018 | DECEMBRE 2018 | JANVIER 2019 | FEVRIER 2019 | MARS 2019 | AVRIL 2019 | MAI 2019

5ème session parlementaire

Vacances d'hiver

Vacances du printemps et fête de l'indépendance

Début du mois de Ramadan

JUILLET 2019 | JUIN 2019

...L'ARP N'A ORGANISÉ QUE 17/47 SEMAINES DES RÉGIONS, SOUVENT EN PARALLÈLE AVEC LES VACANCES.

● Semaine des région organisée

● Aucune semaine des régions n'a été organisée

COMBIEN A COÛTÉ L'ARP ?

Ce qui représente **0.09%** du budget de l'Etat...

0.09 %

Budget de l'ARP

0.32 %

Budget de la présidence de la république

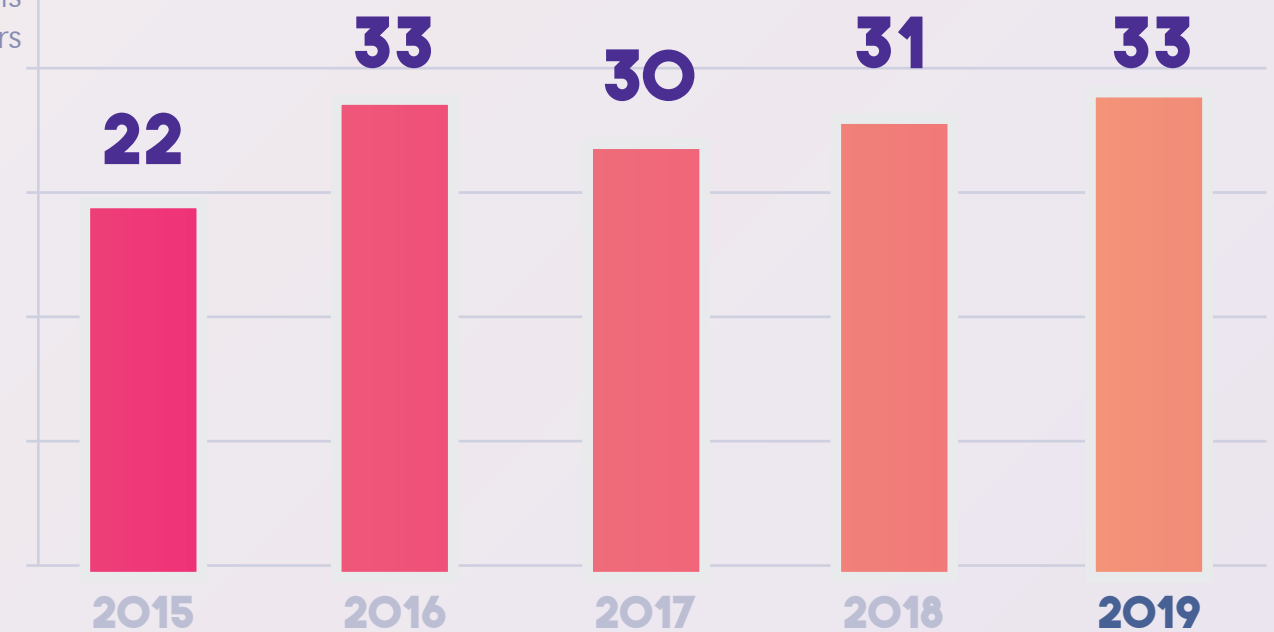


=



Le budget de l'ARP est **3.5 fois inférieur** au budget de la présidence de la république

En millions de dinars



81.41%

Du budget de l'ARP est consacré à ses dépenses salariales

217

Député.e

9

Membres du cabinet

441

Agents permanents

10

Agents contractuels



L'ARP N'A PAS VOULU ARRACHER SON INDÉPENDANCE FINANCIÈRE ET ADMINISTRATIVE

3 ans et 2 mois

pour adopter la loi organique du budget qui stipule que

“ L'ARP jouit de l'indépendance financière et administrative dans le cadre du budget de l'Etat ”

Mais...

QUELQUES FAITS

- L'exécutif exerce un contrôle à priori et à posteriori sur les dépenses de l'ARP
- Le président de l'ARP ne peut ni nommer des fonctionnaires, ni ouvrir de concours de recrutement sans l'accord de l'exécutif

L'organigramme de l'ARP doit être soumis à la présidence du gouvernement pour accord

LES CONSÉQUENCES

- Manque de moyens et outils de travail pour les commissions
- Absence d'espaces de travail
- Grave insuffisance en assistants et conseillers parlementaires
- Absence d'outils de travail pour les commissions d'investigation et pour les travaux de contrôle des commissions
- Insuffisance dans la formation des élu.e.s et forte dépendance vis à vis d'institutions internationales
- Absence de moyens pour les déplacements des élu.e.s pour leur missions représentatives

**QUELLES
SONT NOS
RECOMMANDATIONS
POUR LA FUTURE
ARP**





NOS RECOMMANDATIONS POUR LA PROCHAINE ARP

SUR LE TRAVAIL LÉGISLATIF

- L'ARP doit définir un calendrier et des priorités législatives claires discutés au début de chaque session parlementaire
- L'ARP doit trancher par rapport à la commission de "consensus" soit en l'intégrant au règlement intérieur soit l'abolissant
- L'ARP doit donner toute son importance au travail législatif des député.e.s en donnant une priorité à leurs initiatives législatives au niveau des commissions
- L'ARP doit exercer un contrôle à posteriori sur les projets de loi qu'elle adopte afin d'évaluer leur impact sur la vie des citoyen.ne.s
- L'ARP doit lutter contre l'absentéisme des député.e.s à travers des sanctions financières plus sévères ou le retrait de l'appartenance des commissions des député.e.s absentéistes

SUR LE TRAVAIL DE CONTRÔLE

- L'ARP doit respecter la périodicité des séances de dialogue avec le gouvernement
- L'ARP doit amender son mécanisme de questions orales adressées au gouvernement dans le but de garantir la présence des élu.e.s et de permettre un dialogue plus dynamique et plus en phase avec l'actualité
- L'ARP doit publier l'ensemble des questions écrites adressées aux membres du gouvernement et pas seulement celles auxquelles répondent les ministres
- L'ARP doit donner aux commissions d'investigations tous les moyens techniques et surtout légaux leur permettant de mener à bien leurs missions et afin que celles-ci ne demeurent pas un phénomène médiatique ou une arme politique



NOS RECOMMANDATIONS POUR LA PROCHAINE ARP

SUR LE RÔLE ÉLECTIF

- L'ARP doit numériser les processus de candidature des membres instances constitutionnelles ou toute autre institution élue par les membres de l'ARP
- L'ARP doit publier tous les CV des candidats aux institutions constitutionnelles et doit organiser des audiences transmises en direct

SUR LE RÔLE REPRÉSENTATIF

- L'ARP doit respecter la périodicité des semaines des régions (une fois par mois) et doit fournir les moyens logistiques et financiers nécessaires aux déplacements des élu.e.s
- L'ARP doit publier les programmes des visites des député.e.s à leurs régions et doit exiger des blocs/élu.e.s la publication des rapports de leurs visites
- L'ARP doit publier la liste de député.e.s envoyé.e.s dans des missions représentatives à l'étranger ainsi que les raisons/critères de sélection des élu.e.s envoyé.e.s en missions à l'étranger
- L'ARP doit publier un rapport narratif ainsi que la liste des dépenses des député.e.s dans le cadre de leurs missions à l'étranger

L'ARP DOIT SURTOUT

Appliquer les principes d'indépendance financière inscrites dans la constitution et dans la loi organique du budget et doit obtenir son indépendance administrative ●